
La politique des grands nombres et les grands nombres de la politique dans la pandémie au Brésil



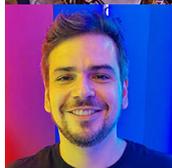
Eugênia MOTTA¹

Professeure à l'Université de l'État de Rio de Janeiro et chercheuse au Musée National, Université Fédérale de Rio de Janeiro



Victor ALVES MOURÃO²

Professeur à l'Université Fédérale de Viçosa



Alexandre DE PAIVA RIO CAMARGO³

Professeur à l'Université Candido Mendes et chercheur à l'Institut Universitaire de Recherche de Rio de Janeiro

TITLE

The politics of large numbers and the large numbers of politics during the pandemic

RÉSUMÉ

Cet article présente les résultats d'une recherche en cours basée sur les statistiques du covid-19 pendant les 18 premiers mois de pandémie au Brésil (de mars 2020 à octobre 2021). Nous avons étudié les relations entre les nombres produits à propos de la maladie et la pandémie elle-même en tant qu'expérience collective. Au cours de l'analyse, nous privilégions trois aspects : l'esthétique, les temporalités et les controverses. Le découpage chronologique proposé considère la forme sous laquelle les chiffres sont présentés et participent à la compréhension de la pandémie, en soulignant l'existence de quatre moments-clés séparant des périodes aux caractéristiques différentes. La politisation des nombres est l'un des aspects mis en évidence, aussi bien dans les rivalités politiques nationales que dans le processus d'attribution d'un sens à la pandémie. À partir du cas brésilien, nous revisitons les expressions « politique des nombres » et « grands nombres » proposées par Alain Desrosières. Au Brésil, les statistiques jouent aujourd'hui un rôle essentiel en tant que langage central du débat public. Ce rôle dépend notamment de la grandeur que les nombres doivent atteindre pour devenir politiquement pertinents.

Mots-clés : Covid-19, quantification, statistique, politique des nombres.

ABSTRACT

This paper presents the results of an ongoing research based on covid-19 statistics during the first 18 months of pandemic in Brazil (March 2020 to October 2021). We studied the relationships between the numbers produced about the disease and the pandemic itself as a collective experience. During the analysis, we focus on three aspects: aesthetics, temporalities and controversies. The proposed chronological breakdown considers the form

1. motta.eugenia@gmail.com

2. vmourao@ufv.br

3. alexandre.camargo.2009@gmail.com

in which numbers are presented and participate in the understanding of the pandemic, highlighting the existence of four key moments separating periods with different characteristics. The politicization of numbers is one of the aspects highlighted, both in national political rivalries and in the process of attributing meaning to the pandemic. From the Brazilian case, we revisit the expressions “politics of numbers” and “large numbers” proposed by Alain Desrosières. In Brazil, statistics now play an essential role as the central language of public debate. This role depends, among other things, on the magnitude that numbers must reach to become politically relevant.

Keywords: *Covid-19, quantification, statistics, politics of numbers.*

1. Introduction

Cet article propose d'utiliser les statistiques du covid-19 comme un outil de construction sociale de cette pandémie au Brésil. Nous soutenons la thèse que les différentes variations dans la production, la présentation et l'usage de ces « grands » nombres au cours des 18 premiers mois de la pandémie peuvent servir de laboratoire pour la compréhension des moments historiques qui ont vu s'articuler très étroitement les crises sanitaire et politique⁴.

Si nous vivons dans un monde où les nombres forment un langage central, l'énorme production de chiffres, graphiques, tableaux et classements pendant la pandémie s'explique par la multiplication des formes, acteurs et techniques de production et de la circulation des statistiques, encouragée par les technologies de communication. Cependant, l'actuelle crise sanitaire a ses particularités, s'agissant d'une épidémie aux proportions sans précédent. Dans la suite, nous abordons ces crises au sens de Koselleck (2006), comme une inflexion significative d'éléments déjà existants dans la production d'un nouveau temps historique.

Les deux crises, sanitaire et économique, que connaît le Brésil se sont abattues avec une intensité variable dans toutes les contrées du monde. Toutefois, le pays fait aussi face, depuis l'élection de Jair Bolsonaro, à une crise politique. Investi président en 2019, Bolsonaro met en œuvre des politiques qui affaiblissent délibérément les institutions de recherche, marquées par une brutale réduction de l'investissement dans ce domaine. Il souhaite également réduire la portée du prochain recensement, ce qui, selon les spécialistes, compromet la qualité des futures données. Et pourtant, le Brésil possède une tradition d'excellence en ce domaine. Tout cela s'accompagne d'un discours de méfiance envers les institutions et les experts, ce qui a conduit le président Bolsonaro à nier la gravité de la pandémie, à combattre les mesures de restriction de la circulation du virus et à contester l'efficacité des vaccins.

Le débat public et idéologique autour des experts, des universités et des institutions publiques qui produisent ces chiffres – déjà central depuis la campagne électorale de 2018 – l'est encore plus depuis l'éclatement de la pandémie. Comme l'indiquent les travaux de sciences sociales sur la quantification, l'examen de ces données, en constantes transformations, nous aide à mieux saisir des processus sociaux plus vastes (Hacking, 1990 ; Porter, 1995 ; Desrosières, 2008 ; Espeland et Stevens, 2008 ; Diaz-Bone et Didier, 2016 ; Camargo et Daniel, 2021). Au Brésil, sous la présidence de Bolsonaro et plus encore pendant la pandémie, c'est sur le terrain des statistiques que de nombreux conflits s'expriment. Plus que jamais, elles forment un laboratoire à partir duquel il est opportun d'observer et d'interpréter la réalité brésilienne.

Dans ce texte, nous proposons de nous pencher sur les statistiques du covid-19 pendant les 18 premiers mois de pandémie, de les discuter et de les mobiliser. Nous identifions quatre moments-clés qui séparent les périodes pendant lesquelles se présentent et s'articulent de manière distincte trois dimensions : l'esthétique, les temporalités et les controverses. Nous montrons comment les graphiques, les figures et les illustrations chiffrées construisent une esthétique de la pandémie (Motta, 2020) et comment s'y manifestent les notions d'avenir, de présent et de passé. Nous cartographions les principales controverses, ainsi que leur association à des conflits politiques plus larges. De cette façon, nous examinons comment la « politique des grands nombres » fonde les nouvelles modalités d'une critique de la réalité (Boltanski, 2014), pour enfin se transformer en « grands nombres de la politique ».

4. Ce texte est une version fortement révisée et augmentée d'une analyse déjà publiée en portugais (Camargo, Motta et Mourão, 2021) ; il fait partie du projet de recherche *Gouverner l'incertitude : pratiques et processus de quantification comme clé de lecture de la pandémie de covid-19*, toujours en cours.

Le découpage chronologique que nous proposons souligne les transformations qui ont eu lieu pendant la pandémie, ce qui permet une présentation plus systématique de nos résultats. Comme les lecteurs pourront s'en apercevoir, ce découpage ne constitue en aucun cas une division rigide ou ne suggère une rupture radicale entre les périodes choisies. Du point de vue méthodologique, notre analyse se fonde sur une compilation de reportages, images, graphiques, tableaux, tweets et autres productions médiatiques qui traitent les nombres de la pandémie. Ce corpus a été rassemblé au cours de la période allant de mars 2020 à octobre 2021.

Cette compilation concerne essentiellement l'expérience brésilienne de la pandémie, même si l'on a aussi pris en compte des matériaux internationaux qui nous semblent pertinents. Les données statistiques utilisées sont assez variées. On y trouve des bulletins d'hôpital indiquant le nombre de personnes contaminées, de décès et de lits occupés ; des enquêtes par sondage sur l'emploi et le revenu, effectuées (par téléphone) par des institutions régionales et fédérales ; des estimations issues de modèles épidémiologiques, qui discutent (et anticipent) plusieurs scénarios de lutte contre le virus ; des compilations de données réalisées par des agences publiques et des ONG pour estimer l'impact inégal de la pandémie sur des populations considérées comme vulnérables. En plus de ces productions déjà consolidées, nous avons examiné trois autres types de données chiffrées apparus pendant la pandémie et qui ont fourni un cadre à notre analyse de cette dernière : des « moyennes mobiles », calculées par de grands groupes de médias pour lisser les oscillations quotidiennes des cas positifs, des décès et du taux d'occupation des hôpitaux (sur 7, 15 et 30 jours) ; des taux de vaccination, qui permettent de comparer les performances de différents pays dans un espace mondial de gestion de la pandémie ; des estimations destinées à mesurer la responsabilité politique des gouvernements qui ont failli dans la maîtrise de la transmission.

En examinant les « nombres de la pandémie » à partir des trois critères mentionnés – esthétique, temporalités et controverses – nous suggérons que, depuis le début de la pandémie, quatre périodes se sont succédé, chacune marquée par une certaine circulation de données chiffrées et par des processus particuliers de quantification. La première période se distingue par la prolifération des modèles de prévision de la contagion, révélatrice de la perplexité initiale et qui constituait une tentative collective d'imaginer l'avenir. Par la suite, comme le nombre de malades et de décès n'a cessé d'augmenter, il s'agissait de savoir ce qu'il se passait. Le présent a donc remplacé l'avenir. Les experts et les agents publics se sont mobilisés sur l'adéquation des données à la réalité des décès et de la contagion. À l'occasion de la troisième période, marquée par le début de la vaccination, surgit l'espoir de surmonter la crise et s'opère une inflexion cognitive. Cependant les « bons nombres » de l'immunisation se mirent à représenter l'inégalité entre les pays : la pandémie n'était plus le destin commun de l'humanité. La quatrième est caractérisée par l'installation d'une commission d'enquête sénatoriale pour évaluer les actions du gouvernement, ce qui a introduit dans le débat les notions de « responsabilité » et de « culpabilité », tout en inaugurant une temporalité motivée par l'imagination de ce qui se serait passé si les décisions prises les derniers mois avaient été différentes.

2. Première période : des courbes, des modèles et un avenir à imaginer

Le début de l'épidémie de covid-19 – déclarée « pandémie » par l'Organisation mondiale de la santé, le 11 mars 2020 – est marqué par l'incertitude : aussi bien les individus que les États et organisations internationales s'inquiètent de cette maladie encore inconnue. À ce premier moment de perplexité et même d'effroi face à une possible catastrophe correspondent de multiples efforts de prédiction qui mobilisent aussi bien des spécialistes que des non-professionnels. Ils se caractérisent par la circulation de graphiques qui défendent le nécessaire « aplatissement de la courbe » – en anglais, *flattening the curve*. Ceux-ci deviennent un moyen

privilegié du débat sur la pandémie.

Au Brésil, plusieurs versions de ce graphique circulent, certaines purement illustratives, dépourvues de précision technique. Il s'agit, grosso modo, de deux courbes en cloche, dont les origines coïncident avec le début de l'épidémie (voir la figure 1). L'axe vertical correspond au nombre de malades, l'axe horizontal à celui du temps. La courbe qui enregistre la plus forte hausse est aussi celle qui baisse le plus vite, et inversement, l'autre courbe dilue cette hausse dans le temps. Les surfaces sous chaque courbe sont de la même taille, et correspondent au total de malades. Toutefois, elles se répartissent différemment dans le temps. On ajoute à l'image une droite horizontale qui représente la capacité fixe (ou légèrement croissante) d'accueil des systèmes de santé. La courbe la plus accentuée dépasse la ligne horizontale, tandis que la moins accentuée reste au-dessous. Ce graphique sert à représenter deux scénarios : dans le premier, l'augmentation rapide du nombre de malades excède la capacité des hôpitaux à les accueillir ; dans le deuxième, cette hausse reste contenue, mais dure plus longtemps. Ce graphique suggère donc qu'il faut « aplatis la courbe », c'est-à-dire réduire le rythme de la contagion, pour ne pas épuiser les services de santé.



Figure 1 – Graphique représentant un modèle épidémiologique
 (Source : Centers for Disease Control and Prevention, EUA (2007).
 Disponible sur : <https://stacks.cdc.gov/view/cdc/11425>)

Cette image accompagne la diffusion d'un ensemble de chiffres et de graphiques issus de modèles prédictifs⁵. À partir de ces données, surtout du taux de contagion des différents pays et des grandes régions et du monde, ces modèles indiquent plusieurs scénarios. Dans les graphiques qui illustrent « l'aplatissement de la courbe », les deux évolutions représentées correspondent à un choix : l'adoption ou non de politiques dites de « mesures non pharmacologiques » ou de « distanciation sociale ». Si de tels modèles exposent différents possibles et montrent que l'avenir n'est pas certain, ils permettent aussi d'imaginer *un* avenir, sur lequel aussi bien les individus que les gouvernements peuvent avoir une influence. Ces modèles sont donc utiles à la construction du monde sur lequel on veut agir, en tentant de limiter l'incertitude à quelques variables et de soumettre des forces incontrôlables (le virus et sa diffusion) à la volonté humaine.

5. Des chercheurs du *Data-driven Innovation Lab* de la *Singapore University of Technology & Design* ont produit, en avril 2020, une série de modèles prédictifs sur la fin de la pandémie dans plusieurs pays (Luo, 2020). En ce qui concerne le cas brésilien, les chercheurs ont estimé la fin de la pandémie au mois d'août de la même année. Les adresses électroniques des graphiques et l'article original ne sont plus disponibles (<https://ddi.sutd.edu.sg/when-will-covid-19-end/> et https://persi.or.id/images/2020/data/covid19_prediction_paper.pdf). Le chercheur responsable a publié un article sur les problèmes de prévision (Luo, 2021).

La temporalité sous-jacente à ces modèles construit une épidémie en quelque sorte prévisible, manipulable et homogène, qui s'intensifierait puis se relâcherait. Cette forme d'imagination, qui s'est avérée très optimiste, s'oppose à la peur de l'apocalypse.

Ces graphiques servent d'argument aux partisans des mesures préventives comme le fameux « restez chez vous ! » (« *fique em casa !* »). Ainsi, non seulement il serait possible d'aplatir la courbe, mais ceci se ferait grâce à l'action responsable de chaque individu. D'abord considérées comme modèles prédictifs, de telles courbes se sont converties en prescriptions, et cette transformation s'est produite entre les laboratoires spécialisés et le quotidien des individus. La quantification produit des effets similaires à ceux des actes de langage, qui changent le réel en le disant, le nommant ou le classant. Tout comme dans le langage, les effets de la quantification se manifestent à travers leurs usages (Espeland et Stevens, 2008, pp.404-405).

Tout au long de ce processus, ces graphiques ont perdu leurs échelles, en se détachant progressivement des débats techniques concernant l'acuité des modèles, et ont reçu des couleurs, des représentations de personnages ou se sont simplifiés au point de se muer en symboles (voir la figure 2). Cette transformation se rapproche des observations de Benedict Anderson (2006) sur les « cartes-logo » (« *maps-as-logo* »), ces images de périmètres géographiques qui servent à représenter une nation et une nationalité et détiennent un important pouvoir de mobilisation. Dans le graphique qui nous intéresse, deux courbes ont suffi pour communiquer la nécessité d'appliquer des mesures préventives. Elles ont d'ailleurs été reprises dans des illustrations en tout genre.

On est alors au début de la pandémie et le nombre de décès, même amplement diffusé, n'a pas encore atteint le niveau qui mobilisera la population et capturera l'imagination collective. Néanmoins, une série d'estimations occupe le débat public, avec pour objectif de limiter l'amplitude de la pandémie. À la mi-mars, nous nous retrouvons – pour le cas brésilien qui nous occupe – face à des prévisions qui débouchent sur des trajectoires assez différentes. L'Imperial College London estime, en l'absence de mesures qui limiteraient la propagation de la maladie, à 1,1 million le nombre de décès et, dans un scénario de distanciation sociale de toute la population, à 620 000⁶. Le député fédéral Osmar Terra, médecin et ancien ministre de la Citoyenneté du gouvernement Bolsonaro, rédige un tweet qui deviendra « fameux », affirmant que le coronavirus ne causera jamais plus de deux décès par jour au Brésil⁷. Le président fait ensuite des déclarations publiques en accord avec la prévision de son ministre⁸.

-
6. Cf. « Saiu a modelagem estatística do Imperial College London para os cenários do COVID-19 no Brasil ». *Portal da Associação Brasileira de Enfermagem*, le 29 mars 2020. Disponible sur : <http://www.abennacional.org.br/site/2020/03/29/saiu-a-modelagem-estatistica-do-imperial-college-london-para-os-cenarios-do-covid-19-no-brasil/>
 7. Cf. Tweet du 18 mars 2020. Profil de Osmar Terra. Disponible sur : <https://twitter.com/OsmarTerra/status/1240232194259537920>
 8. Cf. « Previsão é que coronavírus tenha menos mortes que a H1N1, diz Bolsonaro ». *Agência Estado*, le 22 mars 2020. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/agencia-estado/2020/03/22/previsao-e-que-coronavirus-tenha-menos-mortes-que-a-h1n1-diz-bolsonaro.htm>

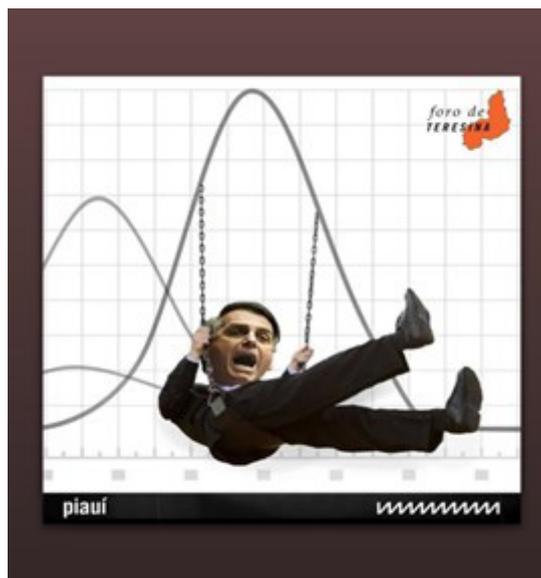


Figure 2 – Image publiée sur le compte Instagram de la Revista Piauí (Magazine Piauí) le 30 avril 2020

Très rapidement, on se met à douter des graphiques qui renvoient à l'objectif d'aplatir la courbe. Comme très souvent dans le cas des nombres rendus publics, des contestations et des résistances participent à leur constitution. Le premier registre de la critique allègue l'insuffisance des données pour décider si les mesures de restriction doivent ou non être appliquées. Il faut aussi prendre en compte « l'économie ». Des graphiques circulent qui ajoutent une courbe descendante décrivant son évolution, aux variations inversement proportionnelles à celles des cas de covid-19. L'activité économique serait pénalisée par la fermeture des commerces et l'interdiction de la libre circulation. La tension entre « économie » et « vie », qui a traversé toute la pandémie, relève à ce moment d'un choix dichotomique : préserver la vie ou s'occuper de l'économie. Ces deux pôles sont présentés comme des valeurs absolues et mutuellement exclusives et en viennent à incarner des positions politiques inconciliables. Comme nous allons le voir, la relativisation des composantes de cette dichotomie n'a eu lieu que plus tard, rendant possibles de nouvelles articulations.

3. Deuxième période : le présent, l'empirisme et la froideur des nombres

Il est impossible de poser un jalon, que ce soit un événement, une déclaration verbale ou un document, qui définisse précisément ce que nous entendons par « deuxième moment-clé de la pandémie ». Il concerne la collecte, la systématisation, la distribution et l'interprétation de données démographiques et épidémiologiques sur les événements présents, et non en la construction de scénarios. Les principales déclarations et polémiques proviennent de ces nombres et les modèles occupent une place secondaire.

Le début de la pandémie, avec la déclaration de l'OMS, entraîne l'adoption de nouvelles réglementations nationales (les circulaires 188 et 356 du ministère de la Santé, la loi 13 979/2020). Celles-ci produiront les nombres qui nous accompagneront les mois suivants. Désormais, d'innombrables bulletins épidémiologiques émis par les communes, les États et la fédération surveillent la propagation de l'épidémie. Leurs données indiquent le nombre de cas positifs et de décès, ainsi que la disponibilité en lits d'hôpitaux et de réanimation. D'autres informations – comme le nombre de cas suspects et les types de tests utilisés – et d'autres graphiques accompagnent ces documents, qui deviennent d'importants repères (voir la figure

3). Ceux-ci caractérisent une nouvelle période extraordinaire et produisent la perception d'une dynamique nationale de la pandémie. Les écarts régionaux et les spécificités métropolitaines ressortent : la maladie s'est propagée à partir des capitales, dotées d'aéroports internationaux, et s'est ensuite diffusée au reste du pays par les flux internes des déplacements individuels (Guimarães *et al.*, 2020). Cette production et cette consommation fédérative – décentralisées en l'occurrence – des nombres de la pandémie contribuent grandement à assurer la confiance dans les statistiques, alors que, comme nous allons le voir, une partie de l'opinion publique a douté des données publiées par le gouvernement fédéral.

La poursuite de la pandémie a conduit le public à s'immerger dans les données produites pendant cette période, qui ont été lues et interprétées par rapport à d'autres informations numériques, plus générales, reproduisant cette capture de l'imagination collective qui avait eu lieu au premier moment de la pandémie. Les nombres perdent leur caractère prédictif pour assumer une ambition plus empirique ; cette ambition, comme nous allons le voir, a suscité de nouvelles controverses.

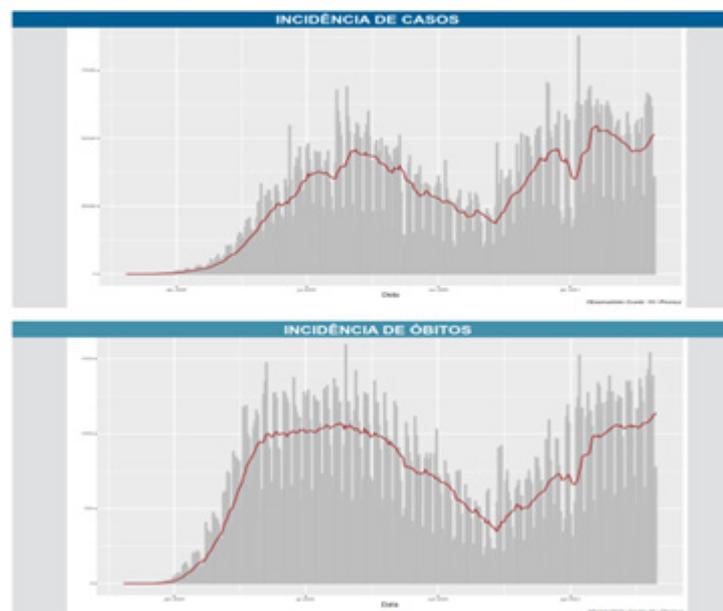


Figure 3 – Diagrammes représentant le nombre de malades et de décès du covid-19, en territoire brésilien, au cours de la pandémie (mars 2020/mars 2021), avec une courbe de moyennes mobiles (Source : Boletim Extraordinário do Observatório covid-19 da Fiocruz (02/03/2021).

Disponible sur :

https://agencia.fiocruz.br/sites/agencia.fiocruz.br/files/u35/boletim_extraordinario_2021-marco-03.pdf

L'interprétation de la pandémie en fonction de « vagues » reste implicite et les paramètres des modèles épidémiologiques demeurent disponibles. Cependant ces analyses se basent de plus en plus sur des tendances observées empiriquement et sur la comparaison entre pays et régions. Elles mobilisent des méthodes de comparaison des différentes expériences locales, régionales et nationales. Au Brésil, les principaux médias et les experts en santé publique encensent des exemples de succès international comme l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande. Ils mobilisent les données fournies par ces deux pays par contraste avec l'expérience brésilienne. Celle-ci fait l'objet d'une évaluation basée sur le refus du diagnostic sanitaire et des mesures de restriction de circulation, caractéristique de ces pays qui connaissent des niveaux élevés de contamination et de décès, dont les leaders sont taxés de négationnistes⁹. Toutefois, le

9. Cf. *Covid Performance Index*, Lowy Institute : <https://interactives.lowyinstitute.org/features/covid-performance/>.

gouvernement brésilien – contrairement à ceux d'autres pays comme l'Angleterre et même les États-Unis – résiste particulièrement à changer d'avis et s'oppose aux mesures de restriction adoptées par les États et les communes jusqu'en mai 2021.

Ce nouveau moment-clé ajoute des dimensions sociales, économiques et politiques au premier évoqué ci-dessus. On observe des regroupements de données et la construction de critères et d'indicateurs indépendants concernant les Amérindiens¹⁰, les habitants des favelas¹¹, la population carcérale¹², en fonction de dimensions comme le métier, la race¹³, le revenu¹⁴, le genre et la grossesse (Freitas, 2020 ; Holanda, 2020 ; Mello, 2020 ; Takemoto *et al.*, 2021). Cette production de données et nombres pandémiques s'associe à des formes de stigmatisation (Bruno, Didier et Prévieux, 2014) qui rendent visibles ces groupes sociaux affectés différemment par la pandémie et soutiennent les revendications favorables aux mesures de contention de la contagion. Soulignons cet usage militant des nombres épidémiologiques par les populations indigènes qui s'en servent pour mettre en évidence le caractère intersectionnel de leur vulnérabilité sanitaire. Pour faire valoir ses revendications, *l'Articulation des peuples indigènes du Brésil* (*Articulação dos Povos Indígenas do Brasil* ou APIB) a recouru à la justice qui s'est prononcée en sa faveur. Pour autant, le gouvernement fédéral n'a pas fait appliquer ces décisions (Santos *et al.*, 2020).

En parallèle aux chiffres de la contagion et des décès, d'autres nombres circulent. La construction d'indicateurs à partir de bases de données privées – comme le taux d'isolement social par le traçage de dispositifs mobiles – sert à mesurer l'adhésion de la population aux mesures de restriction¹⁵. Plus récemment, des recherches par questionnaires auprès des usagers de réseaux sociaux, ont recueilli des informations sur leurs symptômes ; elles affirment pouvoir prédire, avec plusieurs semaines d'avance par rapport aux données officielles, les nouvelles vagues de contagion¹⁶. Ces recherches rappellent la prétention prédictive des premières modélisations, mais elles innove dans leur méthodologie, en raison de la façon dont elles approchent les phénomènes collectifs : il ne s'agit plus d'agréger les résultats de tests positifs, mais d'organiser un corpus de récits de symptômes.

Le recours à ces nombres produits par et pour la pandémie, en tant que problème public, ritualise le deuil. Il leur fait ainsi une place dans la réponse émotionnelle collective à l'ampleur des décès. Ce travail symbolique et pratico-rituel s'effectue par l'affichage de grands *nombres ronds* : mille cas positifs, dix mille décès, un million de cas, deux mille décès par semaine. De tels nombres marquent, au cours de cette période, le passage à une temporalité apocalyptique¹⁷. Dans leurs premières pages, les journaux restaurent la singularité de chaque vie perdue de manière esthétique aussi bien que discursive en opposition à la soi-disant froideur des nombres, mais y ont tout de même recours pour construire et assurer le suivi de ces opérations

-
10. Cf. *Site Emergência Indígena*. Disponible sur : https://emergenciaindigena.apiboficial.org/dados_covid19/ ; *Covid Fora das Aldeias*. Disponible sur : <https://www.icv.org.br/covidforadasaldeias/>
11. Cf. « Favela communities made more resilient against COVID-19 with citizen data ». Disponible sur : https://warwick.ac.uk/newsandevents/pressreleases/favela_communities_made/
12. Cf. « Registros de Contágios e Óbitos do Conselho Nacional de Justiça ». Disponible sur : <https://www.cnj.jus.br/sistema-carcerario/covid-19/registros-de-contagios-obitos/>.
13. Cf. « Ausência de dados raciais nacionais compromete combate à Covid-19 nas periferias », *Ponte*, le 15 mai 2020. Disponible sur : <https://ponte.org/ausencia-de-dados-raciais-nacionais-compromete-combate-a-covid-19-nas-periferias/>
14. Cf. « Mortalidade por Covid-19 é maior entre os mais pobres, aponta pesquisa », *Lais*, le 8 juin 2020. Disponible sur : <https://lais.huol.ufrn.br/mortalidade-por-covid-19-e-maior-entre-os-mais-pobres-aponta-pesquisa/>
15. Cf. « Tendência de isolamento social desacelera no Brasil », *Journal GGN*, le 13 avril 2020. Disponible sur : <https://jornalgggn.com.br/a-grande-criese/tendencia-de-isolamento-social-desacelera-no-brasil/> ; cf. Site : *Community Mobility Records*. Disponible sur : <https://www.google.com/covid19/mobility/>.
16. Cf. « Pesquisa que rastreia redes sociais aponta que próxima onda da pandemia será mais grave no Brasil », *El País*, le 28 mai 2021. Disponible sur : <https://brasil.elpais.com/brasil/2021-05-28/pesquisa-que-rastreia-redes-sociais-ja-aponta-que-a-proxima-onda-da-pandemia-sera-ainda-mais-grave-que-as-anteriores-no-brasil.html>
17. Cf. « Brasil ultrapassa marca de 10 milhões de casos registrados de Covid; foram 1.432 mortes nas últimas 24 hora », *G1*, le 18 février 2021. Disponible sur : <https://g1.globo.com/bemestar/coronavirus/noticia/2021/02/18/brasil-ultrapassa-marca-de-10-milhoes-de-casos-registrados-de-covid-foram-1432-mortes-nas-ultimas-24-horas.ghtml>

symboliques. Cet usage des nombres est particulièrement évident sur les unes des quotidiens considérés dans la figure 4, qui affichent respectivement dix mille, cent mille et quatre cent mille décès.



Figure 4 – Couvertures du Journal O Globo, les 10 mai et 9 août 2020, et du Journal Extra, le 30 avril 2021.

L'expérience brésilienne de la pandémie a été marquée par un processus de politisation qui, dans cette deuxième période, implique directement les nombres. Ce processus culmine avec la création d'un consortium de médias et d'institutions publiques régionales qui veut recueillir et systématiser les nombres de la pandémie. En avril 2021, le Bureau spécial de communication sociale de la présidence (*Secretaria Especial de Comunicação Social da Presidência*) divulgue un graphique nommé « Score de la vie » qui insiste sur le nombre de « Brésiliens sauvés » et « en rétablissement »¹⁸, mais ne dit rien des décès. Ce même *Score de la vie* adoptera ensuite des définitions différentes, dont les taux et classements de la « proportion de décès par million d'habitants ». L'objectif est de diluer les nombres de décès dans la masse et de produire une image positive de la pandémie à l'échelle nationale. Le secrétaire exécutif en vient même à célébrer la marque des « un million de personnes guéries », ce qui ferait du Brésil « le recordman Mondial du nombre de rétablis »¹⁹.

Les tentatives du gouvernement fédéral de diminuer et de nier le nombre de morts – en mélangeant ces données avec d'autres qui sont perçues comme positives, ou en les occultant – se sont poursuivies les semaines suivantes. Au début du mois de juin 2021, les médias nationaux font régulièrement état des accusations de pressions du ministère sur la production des données officielles²⁰. Ces accusations sous-entendent que le gouvernement veut adopter un nouveau critère dans la divulgation quotidienne du nombre de décès, en comptant seulement ceux qui surviennent et sont confirmés le même jour, excluant ainsi les décès survenus auparavant mais confirmés à la date de divulgation. Ce changement de critère réduirait le nombre des décès à moins de 2000 par jour, en accord avec une requête du président²¹. Les chiffres ronds

18. Cf. Tweet du 30 avril 2020. Profil *Secretaria de Comunicação Social da Presidência*. Disponible sur : <https://twitter.com/secomvc/status/1255828872773488640>

19. Cf. Tweet du 9 juillet 2020. Profil *Ministério da Saúde*. Disponible sur : <https://twitter.com/minsaude/status/1281337365093584896>

20. Cf. « Cúpula da Saúde pressiona até Abin a maquiar dados », *Valor Econômico*, le 8 juin 2020. Disponible sur : <https://valor.globo.com/brasil/noticia/2020/06/08/cupula-da-saude-pressiona-ate-abin-a-maquiar-dados.ghtml>

21. Récemment, un changement du système de comptabilité a réduit, de manière radicale, le comptage de décès ; il a aussi été interprété comme une intervention du gouvernement fédéral dans les nombres de la pandémie. Cf. « Ministério da Saúde muda sistema e número de mortos por Covid-19 despenca artificialmente », *Folha de São Paulo*, le 24 mars 2021. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/monicabergamo/2021/03/ministerio-da-saude-muda-sistema-e-numero-de-mortos-por-covid-19-despenca-artificialmente-em-sp.shtml>

sont donc importants non seulement pour la ritualisation du deuil et de l'empathie, mais aussi dans l'évaluation politique de la gestion sanitaire. Celle-ci devient la cible d'une contre-gestion statistique dont le but est de limiter les conséquences négatives sur l'image du gouvernement.

Le gouvernement cesse de communiquer sur les données agrégées et restreint l'accès à ses documents, dont les tableaux statistiques, pendant plusieurs jours. Allant de pair avec de telles modifications, il reporte la divulgation des données quotidiennes, qui avait traditionnellement lieu à 17 h, empêchant ainsi les journaux du soir de les mentionner²². Face à la crise de confiance potentielle envers les nombres produits par le gouvernement fédéral, un groupe d'acteurs publics et privés se mobilise pour occuper l'espace des données légitimes laissé vide, en fédérant leurs efforts pour permettre l'accès à l'information : les grands groupes de médias sollicitent désormais les données de la pandémie directement auprès de chaque État brésilien²³.

La presse se met à ignorer systématiquement les bulletins du gouvernement, rétablit l'horaire de diffusion et divulgue deux nombres concurrents mais similaires (c'est-à-dire non contradictoires) : la compilation des données réalisée par le consortium de médias et la statistique produite par le Conseil national des délégués régionaux à la santé (*Conselho Nacional de Secretários de Saúde*). Cette situation exceptionnelle dure encore aujourd'hui, rendant singulière l'expérience brésilienne. Même si les données officielles, certifiées par le pouvoir central, sont devenues délégitimées, les nombres gardent leur autorité, grâce à l'alliance inattendue d'une partie des pouvoirs publics et de la plupart des médias privés. Paradoxalement, le gouvernement fédéral cultive la méfiance sur la vraisemblance des statistiques qu'il produit, suscitant des controverses qui ne sont atténuées qu'avec la prise en charge de ces données par de nouveaux acteurs.

4. Troisième période : les vaccins et les « bons nombres »

Nous considérons que le début de la vaccination inaugure une nouvelle période pour l'analyse, marquée par l'apparition des « bons nombres », ceux qui donnent confiance en l'avenir et ouvrent la perspective de surmonter la crise. Cette période commence par une vraie « bataille des vaccins », avec la diffusion de leurs taux d'efficacité, mesurés et publiés tout au long des différentes phases de test. En même temps, la perception du présent continue d'évoluer avec l'épuisement des modèles prédictifs et l'abandon des mesures plus radicales d'isolement social. Les mouvements anti-confinement se renforcent ; ils revendiquent la fin des restrictions dans plusieurs pays d'Europe, ce qui tranche avec la capacité d'imposition dont bénéficiait le programme sanitaire des épidémiologistes au début de la pandémie.

La circulation des nombres se complexifie, en produisant une bifurcation. Les médias mettent quotidiennement à jour le nombre de vaccins comme s'il s'agissait d'un compte à rebours avant la fin de la pandémie. Le total de vaccins effectivement administrés – baptisés dans certaines régions de « vaccinomètre » – cohabite avec des projections et des prévisions, souvent dénigrées et continuellement revisitées, qui concernent maintenant le calendrier de vaccination – hebdomadaire, mensuel et annuel. Essentiellement positif et prédictif, ce rapport à l'avenir, basé sur la vaccination, est pétri d'incertitudes quant à sa mise en œuvre.

Dans leur ensemble, ces nombres contribuent à rendre toujours plus palpables les chiffres de la pandémie, une tendance de fond dans la perception de la pandémie depuis la deuxième période. À la moyenne mobile des décès et au taux d'occupation des lits en réanimation, qui quantifiaient déjà le rythme de la contagion, s'ajoute le nombre de vaccins et de vaccinés, ce qui

22. Cf. « Mudança de divulgação ocorreu após Bolsonaro exigir número de mortes abaixo de mil por dia », *Estadão*, le 8 juin 2020. Disponible sur : <https://saude.estadao.com.br/noticias/geral,mudanca-de-divulgacao-ocorreu-apos-bolsonaro-exigir-numero-de-mortes-abaixo-de-mil-por-dia,70003328525>

23. Cf. « Veículos de comunicação formam parceria por transparência em dados de covid », *UOL*, le 8 juin 2020. Disponible sur : <https://noticias.uol.com.br/saude/ultimas-noticias/redacao/2020/06/08/veiculos-de-comunicacao-formam-parceria-por-transparencia-a-dados-de-covid.htm>

réduit la distance entre ces chiffres et la vie quotidienne des gens. C'est peut-être pour cela, et en fonction de l'horizon ouvert par la vaccination, que la méfiance envers les statistiques s'avère maintenant beaucoup moins importante qu'aux premiers moments, quand le traitement précoce et non prouvé de la maladie semblait le seul remède contre le désespoir.

Ces nouveaux nombres révèlent aussi, très clairement, la différence entre les capacités des pays riches et pauvres à acquérir des vaccins et à les administrer, par-delà les postures idéologiques de leurs dirigeants. Il apparaît évident que les pays riches sont prioritaires dans les négociations avec les fabricants de vaccins ou dans l'achat des matières premières, pouvant même compter parfois sur la livraison anticipée de doses suffisantes pour vacciner plusieurs fois toute leur population.

Ces nombres, utilisés à des fins descriptives, nous mènent à un autre indicateur, dont l'efficacité performative nous intéresse de près. Prioritaires dans l'achat des vaccins, disposant de la logistique nécessaire au stockage et à la distribution des doses, un certain nombre de pays parmi les plus riches servent de cadre au surgissement d'un nouveau nombre : le taux d'efficacité des vaccins dans la contention de la contagion. L'expansion de la vaccination et l'accroissement des contrôles sur la transmission de la maladie génèrent surtout un nouveau consensus sur l'élimination du covid-19 qui prend d'abord forme dans les pays les plus riches. Différents experts, en grande partie des économistes, construisent des modèles qui impliquent une courbe à coût convexe, c'est-à-dire d'augmentation des coûts en l'absence d'éradication. De tels modèles soulignent que le coût des vies perdues est beaucoup plus élevé que celui des mesures les plus dures, ou que l'alternance, profondément critiquée, entre confinements et réouvertures²⁴. Moins d'un an après la guerre des nombres catastrophiques et des courbes descendantes, qui opposaient la protection de la vie à la performance de l'économie, la modélisation des économistes et des représentants du capital financier s'associe à celle de l'épidémiologie informatique.

Cette nouvelle stratégie de gestion de l'avenir engendre deux conséquences décisives. D'abord – comme l'a suggéré Simmel dans sa *Philosophie de l'argent* (2009) – depuis ses débuts, la science économique mesure la vie par sa valeur monétaire : le calcul du dédommagement des ménages d'une victime assassinée et celui de la valeur du travail humain en sont quelques exemples, qui ne créent aucun émoi. La métrique morale qui distribue les espérances de vie de manière inégale entre les classes sociales et les minorités raciales, ethniques et sexuelles ne choque pas non plus (Neiburg, 2020). Le conflit entre la vie et l'économie n'apparaît que lorsque l'on prend la première au singulier et dans son universalité, ce qui empêche de lui attribuer un prix déterminé. La troisième période de la pandémie se distingue par le fait qu'elle améliore l'échelle de la convention d'équivalence entre la valeur de la vie et le prix qu'on lui attribue, convention déjà courante dans les pratiques sociales et économiques. Bien que les vies ôtées perdent de leur singularité, en contrepartie, la société reconnaît davantage le coût de la mort, ce qui met en évidence la trame sociologique complexe des équivalences de valeurs, relatives à différents régimes de justification (Boltanski et Thévenot, 1991).

La métrique qui rapproche les pertes humaines d'une perte économique se consolide très vite entre les deuxième et troisième périodes. On en a un exemple dans la quantification de la responsabilité politique de Donald Trump et de Jair Bolsonaro dans la gestion de la pandémie. Plusieurs études ont calculé, avec plus ou moins de rigueur, l'impact du refus de l'ancien président nord-américain d'adopter des mesures de restrictions plus sévères. Nous mettons l'accent sur le rapport de la revue *Lancet*²⁵, en raison de sa vaste diffusion et aussi de son

24. Cf. « Has Covid changed the price of a life? », *The Guardian*, le 15 février 2021. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2021/feb/14/coronavirus-covid-19-cost-price-life>

25. Il s'agit du rapport « Public policy and health in the Trump era », disponible sur : [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(18\)32171-8.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(18)32171-8.pdf)

importance, s'agissant de l'une des revues de sciences biomédicales les plus anciennes et prestigieuses au monde. Évoquant la moyenne pondérée des décès causés par le covid-19 parmi les pays membres du G7, le rapport souligne que 40 % de ces morts auraient pu être évités, si « un plan national avait été adopté », si « on avait favorisé la coopération internationale », si « on avait testé en masse », si « on avait laissé les écoles fermées » et si « les attroupements sans port de masque n'avaient pas été stimulés » (Woolhandler *et al.*, 11 févr. 2021, p. 7). En gros, si les gouvernements avaient appliqué les mesures prônées par les modèles prédictifs de l'épidémiologie – et, maintenant aussi, de l'économie.

Il est important d'observer que de tels essais de quantification de la responsabilité politique, ainsi que d'autres, assez semblables, ne reposent toujours pas sur une méthode consensuelle et sur une valeur de référence commune. Quelle doit être la courbe « normale » : la moyenne du G7, la moyenne régionale, la moyenne mondiale ou une autre ? Comment mesurer des aspects intangibles, comme l'image et le discours des présidents qui dédaignent des protocoles d'hygiène, et leur impact sur la population ? De telles questions sont rarement formulées par les experts ainsi que par les journalistes qui reprennent ces nombres, face à la stratégie, pleinement justifiée, de mobiliser l'opinion internationale et de dénoncer des omissions que d'aucuns qualifient de crime contre l'humanité. Cet usage des nombres tranche par rapport à celui fortement biopolitique des première et troisième périodes, qui accompagnaient la normalisation de l'exception, la suppression de libertés et le renforcement du contrôle de l'État. En échange, on assiste à la définition d'une modalité pandémique de stactivisme, à une forme d'activisme qui s'en remet aux statistiques pour critiquer et s'opposer aux pouvoirs institutionnalisés et ainsi promouvoir l'équité sociale (Bruno, Didier et Prévieux, 2014, p. 5-30).

Il y a une autre conséquence qui résulte de la convergence entre les modélisations des économistes et les prévisions de l'épidémiologie. Si, d'une part, les « bons nombres » du vaccin dévoilent un horizon de dépassement de la crise, ils fournissent, d'autre part, les paramètres pour une nouvelle comparaison systématique entre les pays, donnant une forme institutionnelle à l'espace statistique de la gestion mondiale de la pandémie. La course à la vaccination devient elle-même un indicateur de performance de chaque gouvernement, qui sert aussi bien la propagande que l'opposition politique, comme dans les cas extrêmes d'Israël et du Brésil, respectivement. De manière plus subtile, ce nouveau *benchmarking* (Bruno et Didier, 2013) transfère aux pays les moins performants la responsabilité de devoir cohabiter avec le virus, tandis que se rapproche la perspective d'une vaccination totale de la population parmi les pays les plus riches.

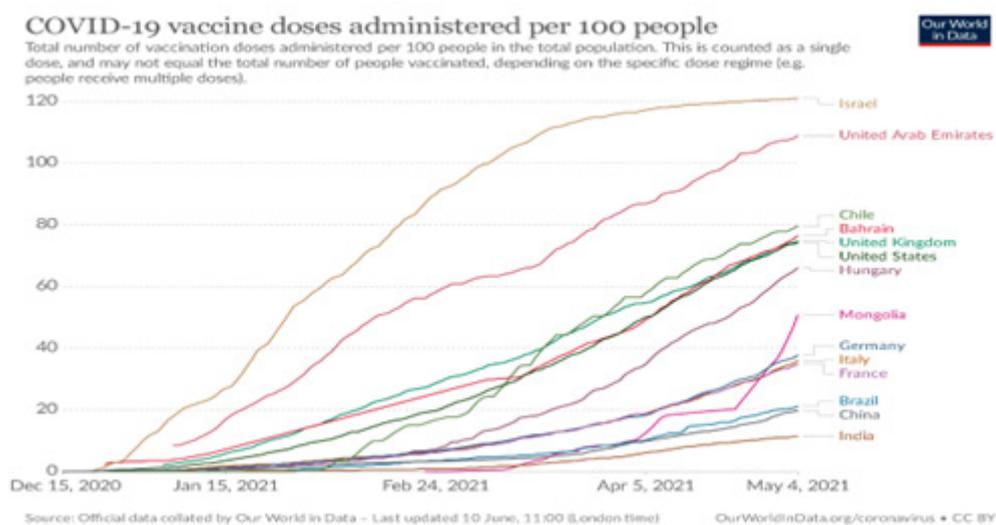


Figure 5 – La course aux vaccins (Source : Our World in Data, 10 juin 2021)

En conséquence de ces classements mis à jour quotidiennement, l'image d'un risque global permanent s'installe sur le front de la pandémie, résultat de l'impossibilité, à moyen terme, d'éradiquer le virus. L'attention des experts et des médias se retourne vers les taux de vaccination particulièrement bas de nombreux pays et vers l'apparition de nouveaux variants, potentiellement résistants aux vaccins. Il reste que l'aplatissement de la courbe appartient au passé, et, avec lui, le temps séquencé et partagé des modèles de prédiction. Le *benchmarking* établit une rupture radicale dans l'expérience et le rythme de la pandémie, en dilatant la distance entre les pays qui immunisent leurs populations pour s'extraire de la crise et ceux qui enchaînent les records de contaminations et de décès, malgré les campagnes de vaccination. Des temporalités multiples sont gouvernées par la dialectique des nombres, entre le ciel imaginaire et l'enfer de la réalité.

5. Quatrième période : les grands nombres de la politique

La « judiciarisation » de la gestion de la pandémie distingue la situation brésilienne. On utilise ce terme en sciences politiques pour faire référence à l'accroissement des moyens juridiques en tant qu'outil pour résoudre des problèmes et demandes d'intérêt public, aux niveaux législatif, exécutif ou sociétal. Comme le gouvernement fédéral faisait initialement preuve d'un certain scepticisme face à la gravité de la maladie, et qu'il a ensuite soutenu des traitements à base de médicaments inefficaces, d'autres acteurs de la société civile, voire des entités de la fédération (municipalités, États fédérés), vont aux tribunaux pour exiger des actions de contrôle sanitaire. Cette judiciarisation occupe une place de plus en plus centrale dans la gestion de la pandémie.

Il est intéressant de mentionner quelques décisions rendues par la Cour suprême (*Supremo Tribunal Federal*). Certaines sont très générales et typiquement constitutionnelles ; elles abordent l'autonomie des entités de la fédération, permettant aux États et aux villes de décider de sujets, comme déterminer si le commerce et les lieux de culte doivent ou non rester ouverts ou si le vaccin doit devenir obligatoire, voire inclure des sanctions et imposer des restrictions de mobilité. Il y a aussi des décisions sur la direction des politiques publiques, comme celle qui oblige l'exécutif à formuler un plan national de vaccination et celle qui proroge les dispositions de la loi 13979, créée pour traiter des mesures de lutte contre la pandémie. La Cour suprême prend également des décisions typiquement bureaucratiques et techniques, permettant d'inscrire ou de déplacer des groupes sociaux et des secteurs de métiers dans la liste prioritaire de vaccination, d'assurer l'approvisionnement en matières premières nécessaires à la lutte contre la pandémie et de créer des barrières sanitaires pour protéger les peuples amérindiens.

Le pouvoir judiciaire finit par se prononcer sur des questions à caractère essentiellement politique, relevant donc des domaines du législatif et de l'exécutif, selon son propre *modus operandi*. Cependant, de telles décisions ne dérivent pas que de préceptes constitutionnels ou juridiques, un point important pour notre argumentation : les juges (en particulier le ministre Ricardo Lewandowski qui assume la plupart de ces actions) combinent dans leurs avis des éléments juridiques et des nombres, c'est-à-dire des arguments statistiques. Les constats que « la population indigène présente un plus grand risque de contagion » et du « risque élevé de contamination lors d'activités religieuses collectives présentielle » alimentent des décisions prises « selon des critères techniques et scientifiques ». Les juges incorporent dans les actes du procès des preuves quantitatives construites à partir de recherches épidémiologiques.

Dans ce nouveau contexte, des chercheurs s'efforcent d'estimer combien de décès auraient pu être évités si le gouvernement avait négocié plus tôt l'achat de vaccins. Ce chiffre représenterait les décès attribuables à l'(in)action du gouvernement fédéral. Une des estimations qui circule le plus dans la presse est celle de Pedro Hallal, épidémiologiste et professeur de l'Université

fédérale de Pelotas, institution qui publie des bulletins quotidiens sur la pandémie au Brésil²⁶. Selon ce chercheur, 180 000 décès (les trois-quarts du nombre total de décès) pourraient être associés à la mauvaise gestion du gouvernement. Il s'agit de la même proportion, publiée en janvier 2021, dans son article de *Lancet* (Hallal, 2021). Si, à l'époque, on avait adopté la moyenne mondiale des décès comme valeur de référence pour le calcul, on dispose maintenant du nombre total de vaccins qui auraient pu être achetés et appliqués dans un temps politiquement habile. D'autres initiatives semblables adoptent le nombre de vaccins disponibles et le taux de vaccination, consacré par le nouveau *benchmarking*, comme critère de quantification de la responsabilité politique du chef de l'exécutif. L'article du sociologue Celso Rocha de Barros en est un des exemples les plus emblématiques : il défend l'hypothèse qu'au moins 100 000 décès doivent être attribués à la gestion Bolsonaro²⁷. La publication de ce texte a entraîné la demande, formulée par un sénateur proche du gouvernement, de mise en examen du sociologue, dans un nouvel épisode qui illustre le degré de politisation des nombres dans la gestion de la pandémie.

La décision juridique a une grande répercussion, aux conséquences politiques les plus profondes ; elle advient le 8 avril 2021, lorsque le ministre de la Cour suprême, Luis Roberto Barroso, ordonne la constitution, par le Sénat, d'une Commission d'enquête parlementaire (*Comissão Parlamentar de Inquérito* ou CPI) pour sonder l'action du gouvernement fédéral face à la pandémie. Alors que toutes les exigences formelles pour l'installation de la CPI semblent satisfaites, le président du Sénat, allié du président Bolsonaro, fait tout pour la retarder.

La CPI est une des institutions à travers lesquelles le pouvoir législatif brésilien exerce sa fonction de surveillance, notamment sur le pouvoir exécutif²⁸. Pour l'installer, il faut l'approbation d'au moins un tiers des députés ou des sénateurs²⁹. Les parlementaires choisis pour la composer sont investis d'un pouvoir d'enquête semblable à celui des autorités policières et juridiques. Leurs vastes attributions prévoient la convocation de témoins (y compris des ministres), la sollicitation de documents et d'informations de toutes les instances de l'administration publique, l'accès aux données bancaires et fiscales, confidentielles en temps normal, et même le pouvoir d'ordonner la mise en prison d'un déposant qui produirait un faux témoignage. Cependant, la commission ne peut ni juger ni condamner. Ses membres rendent aux autorités compétentes un rapport final pour qu'elles prennent les mesures face aux délits et infractions constatés.

Plusieurs CPI célèbres ont été constituées ces dernières années. Toutefois, elles ont exercé leurs effets davantage dans l'arène politique proprement dite que dans la sphère judiciaire, avec très peu de condamnations. Elles permettaient surtout de nuire à l'image publique de certaines forces politiques. Ladite « CPI du covid-19 » a porté sur les actions du gouvernement fédéral, ce qui a mis en échec la gestion Bolsonaro. La plupart des onze sénateurs qui la composent n'appartiennent pas à la majorité ; son rapporteur³⁰, Renan Calheiros, est une figure traditionnelle de la vie politique brésilienne et un fervent opposant au président. Les dépositions ont, durant de longues heures, été diffusées en direct à la télévision, à la radio et sur internet. Environ trois millions de personnes ont accompagné les travaux de la commission durant les premières semaines.

Aussi bien les nombres que leur interprétation se sont révélés centraux dans l'action de la commission, que ce soit dans la production des indices et des preuves, leur fonction manifeste,

26. Cf. <https://wp.ufpel.edu.br/covid19/>

27. Cf. « "Consultório do Crime" tenta salvar Bolsonaro na CPI da Covid », *Folha de São Paulo*, le 9 mai 2021. Disponible sur : <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/celso-rocha-de-barros/2021/05/consultorio-do-crime-tenta-salvar-bolsonaro-na-cpi-da-covid.shtml?origin=folha>

28. La Commission parlementaire d'Enquête est prévue dans la Constitution brésilienne, au 3^e paragraphe de l'article 38, et son fonctionnement est régi par la loi 1.579 de 1952.

29. C'est-à-dire 171 députés ou 27 sénateurs.

30. Les deux principales fonctions au sein de la CPI sont celles de président et de rapporteur. Le président décide, en consultant bien sûr les autres membres de la commission, qui convoquer en tant que déposant, que ce soit comme suspect ou comme témoin. Le rapporteur de son côté joue un rôle tout aussi sinon plus important. Il s'agit du responsable de la rédaction du document final, qui présente les conclusions des enquêtes et indique qui doit être puni et pourquoi.

ou dans la production d'images et de récits sur la pandémie et le gouvernement. À ce moment de la pandémie au Brésil, où la CPI a orchestré le débat public, s'est dessinée une nouvelle temporalité, associée à la notion de responsabilité (ou de culpabilité) dans la gestion de la pandémie.

Les sessions de la CPI se sont déroulées dans une salle dont la disposition suivait de près celle coutumière aux institutions politiques, avec toutefois un détail qui nous intéresse beaucoup. La longue table où siègent le président et le rapporteur était fixée sur une plateforme qui place les autres rangées de la salle en contrebas. Parmi les écrans sur lesquels on pouvait lire le nom et la fonction des personnes assises à la table, une information attirait l'attention. En effet, devant le rapporteur Renan Calheiros, un nombre était quotidiennement mis à jour : le total de décès dans le pays, accompagné des mots « vies perdues à cause du covid-19 ».



Figure 6 – *Le rapporteur de la CPI, Renan Calheiros, devant le total des morts du covid-19*
(Source : Instagram, @renancalheiros³¹)

Les dépositions du ministre de la Santé, de ses prédécesseurs et de dizaines d'autres personnes ont servi à documenter les politiques mises en œuvre au cours des derniers mois et ainsi à établir l'adoption de conduites inappropriées ou l'existence de délits. Les enquêteurs ont cherché à mettre en évidence des liens objectifs entre les actions et les décisions (ou leur absence) des dirigeants et les effets de la pandémie sur la population.

L'enquête, qui porte sur les mesures et les possibles omissions du gouvernement fédéral, altère la temporalité du débat public, en convoquant, pour la première fois, le passé pandémique directement au centre de la scène, avec la notion de responsabilité. Il s'agit d'examiner si, en prenant en compte des critères partagés publiquement et des données objectives, les gestionnaires ont respecté l'obligation légale de veiller à la santé de la population. Au moyen de dates et de quantités, de séries statistiques et de séquences chronologiques d'événements, les nombres deviennent des éléments fondamentaux, protocoles d'objectivité dont l'évocation synthétise des positions morales et politiques.

Au fil des jours et en fonction des thèmes discutés dans la CPI, deux nombres retiennent l'attention, car ils condensent, d'une part, l'action (ou l'inaction) du gouvernement, et, d'autre part, leurs conséquences possibles : celui du total de personnes vaccinées et celui du total des décès. Les débats sur la responsabilité du gouvernement gravitent donc autour de deux indicateurs : la quantité de doses proposées avec une clause préférentielle par la compagnie

31. Image de la vidéo disponible sur : https://www.instagram.com/tv/CO0OJ7ajbEs/?utm_source=ig_web_copy_link

Pfizer et par l'Institut Butantan, offre rejetée en 2020³², et le nombre de morts de la maladie. C'est autour de ces deux séries temporelles que la CPI construit dans son rapport final sa notion de responsabilité politique (Senado Federal, 2021).

Dans la section nommée « Mise en danger de la vie d'autrui – décès qui auraient pu être évités », le rapport documente, à partir de la notion de « morts évitables » (*mortes evitáveis*), les décès causés par le retard et la lenteur de la vaccination. Adoptant les recommandations des chercheurs déjà mentionnés (Hallal, Barros et d'autres), le modèle statistique de vaccination mobilisé dans le rapport indique que, si la vaccination avait été conduite à un rythme soutenu et si le gouvernement avait répondu favorablement aux premières offres de Pfizer et Butantan, le pays aurait pu éviter 127 000 décès. Si l'on applique, à ce chiffre, la Valeur statistique d'une vie (VSL), le rapport estime à 418 milliards de réaux le coût du retard pris dans la vaccination, valeur qui dépasse largement celui des vaccins dans les propositions initiales, d'environ dix dollars par dose (*ibid.*, pp. 1015-1017). Ces retards dans l'achat, la distribution et l'application des vaccins, et la non-adoption de mesures non pharmacologiques pour limiter la transmission de la maladie, justifient la responsabilisation du gouvernement fédéral, d'autant qu'au Brésil, comparé à la population, le covid-19 a causé presque deux fois plus de morts (89 %) que dans le reste du monde. Le rapport conclut donc à « une gestion téméraire de la part du gouvernement dans le combat contre la pandémie », avec une « stratégie de propagation du virus conduite de manière systématique par le gouvernement fédéral, suivie par les tentatives de résistance des autres pouvoirs et des entités fédératives » (*ibid.*, p. 1021).

On observe ici l'effet accru du *benchmarking* de la vaccination sur le cadrage du débat public brésilien, puisque l'espace de comparaison des performances des gouvernements nationaux, établi par ce dispositif depuis le troisième moment, fonctionne comme un outil de preuve qui précède le débat (Desrosières, 1993), tout en fournissant les paramètres d'examen et de jugement des deux parties en dispute. Cette nouvelle temporalité est donc marquée par le rapport direct entre la politique des grands nombres et les grands nombres de la politique.

Aussi bien dans les enquêtes de la commission que dans les reportages de la presse et les commentaires des réseaux sociaux, nous pouvons observer la production des nombres pandémiques « en train de se faire ». La boîte noire que nous avons face à nous n'est déjà plus aussi hermétique. Au contraire, les processus techniques et politiques de la quantification se spectacularisent, avec des sénateurs, des ministres, des journalistes et des experts débattant publiquement des nombres, de leur pertinence, de leur fabrication et de leurs ordres de grandeur. De telles controverses présupposent que le nombre visé doit être reconnu par tous comme objectif, techniquement correct et qu'il doit revêtir l'autorité d'une preuve indiscutable, et ce en amont du débat. Combiné à cela, on assiste à un évident effort de produire des estimations plus modestes, appartenant au registre du « au moins » – « au moins tant de morts ont été provoquées par l'inaction du gouvernement ». Le chiffre doit être assez grand pour caractériser le délit de responsabilité et émouvoir l'opinion publique, mais assez petit pour qu'il soit crédible et politiquement acceptable. En dernière instance, il s'agit d'un nombre consensuel, qui résiste à la critique.

Antérieurement, la mesure de l'efficacité du gouvernement se faisait par comparaison avec d'autres pays. Dans ce quatrième moment, le *benchmarking* constitue déjà une réalité de premier ordre, qui jalonne l'avalanche de nombres en discussion dans la CPI et dans le débat public. Adossés aux grands classements internationaux, ces nombres mettent en évidence la singularité de l'expérience brésilienne et se réfèrent donc à des scénarios hypothétiques, dans lesquels le gouvernement aurait pris d'autres décisions. La question n'est plus de savoir ce

32. « Executivo da Pfizer revela à CPI seis ofertas de vacina e presença de Carlos Bolsonaro em reunião ». Disponible sur : <https://g1.globo.com/politica/noticia/2021/05/13/executivo-da-pfizer-revela-a-cpi-seis-ofertas-de-vacina-e-presenca-de-carlos-bolsonaro-em-reuniao.ghtml>

qui va se passer ou ce qui est en train de se passer, mais ce qui aurait pu se passer – le futur conditionnel. Le conditionnel présent se construit dans l'encadrement statistique du passé.

6. Considérations finales

Dans cet article, nous avons proposé d'organiser un contenu assez hétérogène d'informations relatives à des événements qui ont été au fondement d'interprétations chiffrées de la pandémie. Cela nous a permis de souligner le rôle de « circuits chiffrés » dans l'interprétation d'un phénomène extraordinaire comme celui de la pandémie. Puisqu'il s'agit d'une analyse exploratoire et immergée dans le temps atypique que nous vivons, l'article avait aussi pour but de formuler des questions et des pistes de recherches, qui devront faire l'objet de plus amples approfondissements.

C'est le cas de trois problématiques en particulier. Il y a d'abord l'observation ethnographique d'une chaîne de transformation qui prend en compte la production et la circulation de nombres, depuis les façons de les enregistrer et de compter des médecins et des infirmiers dans les hôpitaux, lorsqu'ils remplissent les rapports et les dossiers des patients, jusqu'à la compilation de ces données, réalisée par les agences publiques, sous pression suite à l'aggravation de la pandémie. La ritualisation, l'enregistrement, le classement et la comptabilisation des décès sont passés par une série d'acteurs qu'il faudrait davantage prendre en considération.

Deuxièmement, la pandémie a mis en évidence et renforcé le rôle central des grands groupes technologiques, comme Google et Facebook, qui ont identifié des cas suspects et mesuré l'adhésion de la population à la restriction de la mobilité. Nous avons étudié comment les informations produites par des entreprises privées se sont servies des statistiques publiques ou y ont été associées dans la gestion de la pandémie ; quels furent les intérêts et les justifications de ces entreprises lorsqu'elles se sont engagées dans une telle tâche ; enfin, comment l'expansion de la surveillance numérique pendant la crise du coronavirus a mis encore plus en péril le contrôle public de l'information. Dans ce cadre de complexification croissante du circuit de production de données, il convient de se pencher sur l'importance des chiffres créés par des sources privées, qui méritent une enquête systématique sur leur rayonnement et leurs conséquences.

Enfin, il faudra évaluer comment le rapport de la CPI, publié en octobre 2021, et, spécifiquement, le calcul des décès qui auraient pu être évités, ont impacté et impacteront le débat public et la mise en accusation du gouvernement Bolsonaro, aussi bien auprès de la Cour suprême que du Parlement. Cet état de fait présente une importance particulière, car le cas brésilien est vu par les observateurs internationaux comme un possible précédent ouvrant la voie à la responsabilisation d'autres dirigeants. En ce sens, la recherche en cours inclut une cartographie des différentes estimations des morts évitables en circulation au Brésil, de leurs méthodes et de leurs valeurs de référence, depuis leur apparition dans le milieu scientifique jusqu'à leur entrée dans l'arène politique, culminant dans les décisions juridiques et politiques basées sur elles.

Si la politique des grands nombres structure le champ d'actions possibles et les modalités de critique de la réalité, les grands nombres de la politique pendant la pandémie ont mis au premier plan les contingences et les négociations sur l'attribution de valeurs morales à ces chiffres. Ce n'est pas un hasard si le recensement de 2020 risque de répéter un tel scénario qu'il faudra étudier, marqué par l'usure du système politique et par la mise en spectacle des nombres publics. Tout comme les chiffres, les estimations, les graphiques et les classements de la pandémie, le recensement révèle lui aussi la centralité des formes de quantification, en tant que dimensions structurantes de la vie sociale – la politique des nombres – et enjeux du débat public – les nombres de la politique.

Références

- Anderson B. (2006), *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso books.
- Boltanski L. et L. Thévenot (1991), *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Éditions Gallimard.
- Boltanski L. (2014), « Quelle statistique pour quelle critique ? », in I. Bruno, E. Didier et J. Prévieux (éds.), *Statactivisme : comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte, pp. 33-50.
- Bruno I. et E. Didier (2013), *Benchmarking : l'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte.
- Bruno I., E. Didier et J. Prévieux (éds.) (2014), *Statactivisme : comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte.
- Camargo A. de P. R. and C. Daniel (2021), « Social studies of quantification and its implications in Sociology », *Sociologias*, vol. 23, no 56, p. 42-81.
- Camargo A. de P. R., E. Motta et V. A. Mourão (2021), « Números emergentes: temporalidade, métrica e estética da pandemia de Covid-19 », *Mediações*, vol. 26, n° 2, pp. 311-332.
- Cohen P. C. (1982), *A calculating people: the spread of numeracy in Early America*, Chicago, University of Chicago Press.
- Desrosières A. (1993), *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.
- Desrosières A. (2008), *Pour une sociologie historique de la quantification*, Paris, Presses de l'École des Mines.
- Diaz-Bone R. and E. Didier (2016), « The Sociology of Quantification: perspectives on an Emerging Field in the Social Science », *Historical Social Research*, vol. 41, no 2, pp. 7-26.
- Espeland W. et M. Stevens (2008), « The sociology of quantification », *Arch. europ. sociol.*, vol. 49, no 3, pp. 401-436.
- Freitas V. G. (2020), « As mulheres negras e a pandemia do coronavírus », *Boletim Ciências Sociais e Coronavírus*, n° 44. Disponible sur : http://anpocs.com/images/stories/boletim/boletim_CS/Boletim_n44.pdf (accès le 7 juin 2021).
- Guimarães R. B., R. C. Catão, O. S. Martinuci, E. A. Pugliesi et P. S. S. Matsumoto (2020), « O raciocínio geográfico e as chaves de leitura da Covid-19 no território brasileiro », *Estudos Avançados*, vol. 34, n° 99.
- Hacking I. (1990), *The taming of chance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hallal P. (2021), « SOS Brazil: science under attack », *The Lancet*, vol. 397, n° 10272, pp. 373-374.
- Holanda V. M. de S. (2020), « Da Gripe Espanhola ao Coronavírus: notas etnográficas de uma visitante em Sevilha, Andaluzia », *Boletim Ciências Sociais e Coronavírus*, no 51. Disponible sur : http://anpocs.com/images/stories/boletim/boletim_CS/Boletim_n51.pdf (accès le 7 juin 2021).

- Koselleck R. (2006), « Crisis », *Journal of the History of Ideas*, vol. 67, n° 2, pp. 357-400.
- Luo J. (2020), « When Will covid-19 End: Data-Driven Predictions », Data-Driven Innovation Lab, Singapore University of Technology & Design. Disponible sur : https://www.persi.or.id/images/2020/data/covid19_prediction_paper.pdf (accès le 23 mars 2021).
- Luo J. (2021), « Forecasting covid-19 pandemic: Unknown unknowns and predictive monitoring », *Technological Forecasting & Social Change*, n° 166. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.techfore.2021.120602> (accès le 23 mars 2021).
- Mackenzie D. (2006), *An Engine, Not a Camera. How Financial Models Shape Markets*, Cambridge, MIT Press.
- Mello K. S. S. (2021), « covid-19 nas prisões brasileiras: seletividade penal e produção de corpos descartáveis », *Boletim Ciências Sociais e Coronavírus*, n° 44. Disponible sur : http://anpocs.com/images/stories/boletim/boletim_CS/Boletim_n44.pdf (accès le 7 juin 2021).
- Motta E. (2020), « “Achatar a curva”: estética, topografia e moralidade da pandemia », *Blog DADOS*. Disponible sur : <http://dados.iesp.uerj.br/estetica-da-pandemia/> (accès le 23 mars 2021).
- Neiburg F. (2020), « Vidas, economia e emergência », *Boletim Ciências Sociais e Coronavírus*, n° 22. Disponible sur : <http://www.anpocs.com/index.php/publicacoes-sp-2056165036/boletim-cientistas-sociais/2335-boletim-n-22-vidas-economia-e-emergencia> (accès le 23 mars 2021).
- Porter T. (1995), *Trust in numbers: the pursuit of objectivity in science and public life*, Princeton, Princeton University Press.
- Santos R. V., A. L. Pontes et C. E. A. Coimbra (2020), « Um “fato social total”: covid-19 e povos indígenas no Brasil », *Cadernos de Saúde Pública*, vol. 36, n° 10.
- Senado Federal (2021), *CPI da Pandemia. Relatório Final*, Brasília, Senado Federal. Disponible sur : <https://legis.senado.leg.br/sdleg-getter/documento/download/72c805d3-888b-4228-8682-260175471243>
- Simmel G. (2009), *Philosophie des Geldes*, Köln, Anaconda Verlag.
- Takemoto M., M. Nakamura-Pereira, M. Menezes, L. Katz, R. Knobel, M. M. R. Amorim et C. B. Andreucci (2021), « Higher case fatality rate among obstetric patients with covid-19 in the second year of pandemic in Brazil: do new genetic variants play a role? » (preprint) medRxiv. Disponible sur : <https://doi.org/10.1101/2021.05.06.21256651> (accès le 7 juin 2021).
- Woolhandler S., D. U. Himmelstein, S. Ahmed, Z. Bailey, M. T. Bassett, M. Bird, J. Bor, D. Bor, O. Carrasquillo, M. Chowkwanyun, S. L. Dickman, S. Fisher, A. Gaffney, S. Galea, R. N. Gottfried, K. Grumbach, G. Guyatt, H. Hansen, P. J. Landrigan, M. Lighty, M. McKee, D. McCormick, A. McGregor, R. Mirza, J. E. Morris, J. S. Mukherjee, M. Nestle, L. Prine, A. Saadi, D. Schiff, M. Shapiro, M. Tesema, A. Venkataramani (2021), « Public policy and health in the Trump era », *The Lancet*, vol. 397, n° 10275, p. 705-753. Disponible sur : [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(18\)32171-8.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(18)32171-8.pdf) (accès le 23 mars 2021).